L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 24 MAI 1873. 4e Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS,

SAMEDI MATIN, 24 MAI.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le Shérif, au No 57 rue Carondelet,—un coffre fort.

Par C. E. Girardey & Co., à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale—1 jolie maison rue des Remparts No 193; 20 jolis meubles en briques à l'angle des rues Conti et Bassin; 30 autre maison No 242 rue Dauphine et un lot rues Esplanade.

Par Placide J. Spear, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale—propriété connu Victoire et Mandeville.

Par S. Guinault, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale—la propriété face au marché Picaune; 24 pâtisseurs tartalins dans le Troisième District; 36 Propriété rue Roman et 10 à 4 heures de l'après-midi, rue Robertson No 256, meubles.

Par Alfred Rouligny, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale—porte cochère donnant dans le Troisième District.

Par H. de Fécret, au coin Remparts et St Pierre—meubles.

Par E. Roger & Co., dans leurs salles d'encanbottes, soulier et brodequins.

Par O. Vaïsse, au coin Nouvelle Levée et Julie—50 barriques de parfumerie.

Par Vincent & Co, à leur salle d'encan, aux Nos 62 et 64 de la rue de la Bourse—Lance d'étrangers de messe avec chapeaux.

Par D. S. Morphy, sur la Levée, au pont de la rue Julia—Bois.

Foin. Foin. Voyez l'annonce de la vente de J. Morphy.

Les Taxes arriérées et l'Assessement.

Si une âme charitable eut renseigné M. Carpenter, sénateur des Etats-Unis, sur la situation financière de notre ville, il eût vraisemblablement modifié le discours qu'il a prononcé mardi soir à la salle de l'Exposition devant un nombreux auditoire. Un véritable exposé de nos affaires telles qu'elles étaient avant la fatale époque où elles tombèrent entre les mains des hommes venus dans le Sud à la suite et avec les bagages des armées fédérales, l'eut certainement empêché de dire que les carpet baggers étaient bons à quelque chose. S'il est vrai qu'ils ont été bons quelque part, ce n'est pas en Louisiane où leur influence ne s'est fait sentir que par toute espèce de fléaux. Quelques chiffres eussent suffi pour éclairer M. Carpenter. Mais ce n'est pas de ses discours que nous voulons parler dans cet article, dont le titre indique un tout autre sujet. Nous voulons adresser seulement quelques mots aux membres qui composent notre administration de ville, dont l'inaction nous paraît un peu trop prolongée.

Nous connaissons la position délicate où cette administration se trouve placée. Elle n'a pas beaucoup de libertés d'action, et certainement nous ne lui ferons pas un reproche de sa prudence. Mais sans entreprendre une œuvre révolutionnaire dans l'intérêt public, il nous semble qu'elle pourrait tirer du meilleur parti qu'elle ne le fait de son temps et de son autorité. Elle peut sans danger, par exemple, s'occuper de finances. On se plaint beaucoup de son inaction plus méritante pour ceux qui payent régulièrement avec exactitude ce qu'ils doivent à la ville, sous forme de contributions, que pour ceux qui sont en retard de plusieurs années. Et l'on se demande ce que le Conseil compte faire de cet immense arriéré qui reparaît toujours dans les comptes municipaux sous diverses formes, et qui, loin de diminuer, s'accroît de chaque année de l'arriéré d'un exercice de plus.

Ne vaudrait-il pas mieux recouvrer ces taxes et payer des certificats ou des papiers de dettes, qui sont toujours reçus, que de les capitaliser avec un intérêt en les ajoutant à la dette consolidée de la ville? Voilà ce qui se fait dans le monde du reste, et ce que nous avons écrit souvent dans nos articles. Le Conseil paraît satisfait du mouvement déterminé par l'escompte de 4 et de 5 pour cent offert aux contribuables, et il oublie que ceux qui en ont profité auraient toujours payé tôt ou tard. Lundis que ceux qui ne le sont pas présentés au trésor, ne le feront jamais pour la plupart, soit parce qu'ils ne sont pas en état de payer, soit parce que, devant plus qu'aux années antérieures sans avoir été réclamés, ils espèrent échapper encore une fois à la rigueur des lois fiscales. Ainsi, moins on les poursuit, moins ils s'acquittent, et le Conseil de ville va se trouver bientôt avec un arriéré plus fort qu'il ne l'a jamais eu. La politique et l'économie s'accordent à dire au Conseil ne peuvent avoir d'autre résultat.

Il faut que nous soyons réellement forcés par les nécessités inexorables de la situation pour que nous ayons recours à cet acte, car nous abhorrons les poursuites en matière de taxes, surtout quand les taxes absorbent le revenu d'un grand nombre de propriétés. Nous ne nous dissimulons pas que le payement de ces taxes sera cette année pour beaucoup ce qu'on appelle une impossibilité complète, et nous voudrions que la ville fît assez riche pour les épargner par une exemption. Mais si on épargne les uns, on perd les autres et la ville est condamnée à subir un déficit effrayant.—Le meilleur parti à prendre, selon nous, est donc de faire exécuter avec célérité les lois qui régissent le recouvrement des taxes.

Le Conseil de ville, du reste, pourrait y être forcé par les tribunaux. Les taxes doivent être égales et uniformes; c'est là un article constitutionnel à l'usage de tous les payeurs et un des principaux articles de la constitution de cet Etat. Si le payement n'en est pas exigé de tous les contribuables, elles ne sont plus ni égales ni uniformes et tout le monde a le droit de refuser de les payer, aussi longtemps du moins que les lois fiscales n'auront pas été mises à exécution.

D'autre part, on se demande si le Conseil de ville ne prendra pas ou n'a pas déjà pris une détermination à l'égard de l'assessement. Il est de fait que toutes les propriétés, moins les dernières vendues, sont très-bien au dessus de leur valeur, grand dans la plupart des villes des autres Etats, elles sont assez bien au dessous. On a donc ici suivi une règle inverse de la logique des choses. C'est quand la valeur des propriétés baisse que l'assessement monte, au lieu de baisser en proportion. Cela s'explique par un système de dilapidations engendrant des nécessités où les intérêts publics périssent. Le Conseil de ville, dont tous les membres ont été élus comme représentants de la réforme, ne peut pas vouloir maintenir un pareil assessement. Le Conseil maintenait à son origine et serait moralement répudié avec autant de justice que ses devanciers. Cet assessement de 130 millions, pour nous servir de l'évaluation de M. Shaw, ci-devant administrateur des Comptes publics, doit tomber à 50 millions et si l'on appliquait à l'opération la règle suivie à New York pour assesser les propriétés de cette grande ville, il tomberait à 40 millions. Mais on ne demande pas tant.

Les contribuables s'estimeraient heureux d'obtenir le dégrèvement d'un tiers et c'est le moins qu'on puisse faire pour eux. A notre avis, tout le cadastre est à refaire, mais le travail est simple. Il s'agit de réduire de 30 à 40 pour 100 le capital foncier de la ville, moins celui des immeubles qui ont été vendus depuis une année. Cette réduction est de toute justice.

Nous n'avons pas à nous inquiéter de la diminution qui se fera remarquer infailliblement dans les revenus municipaux. Ce sera pour ces revenus une véritable catastrophe. Mais nous comptons là-dessus pour arriver plus sûrement à la réforme. Sans catastrophe, on n'obtiendra rien. Nous suggérons donc au Conseil de ville ces deux mesures : le recouvrement aussi prompt que possible des taxes arriérées et le dégrèvement d'un tiers au moins sur le capital assessé des propriétés foncières. Ces deux mesures ne peuvent, en aucune manière, compromettre l'existence du Conseil.

Revue des Journaux.

Le *Picayune* démontre que les changements survenus dans le gouvernement des Etats-Unis, ont fait perdre à l'Union le bénéfice de l'annexion du Canada.

Le *Picayune* ouvre libéralement ses colonnes à des correspondants qui traitent des questions d'actualité et s'occupent longuement de M. Carpenter.

Le *Times* traite les questions qui devront attirer l'attention de nos visiteurs de l'Ouest, l'amélioration de la navigation du Mississippi, les travaux à exécuter aux passes, le projet du canal du fort St. Philippe, etc. Notre confrère dit que nous avons besoin de l'appui de l'Ouest pour combattre la jalousie de l'Est, qui s'oppose à ce que le gouvernement central dépense l'argent de la nation ailleurs que dans ses propres ports.

Depuis quelque temps, l'organe radical a pris l'habitude de faire les panégyriques des grands hommes de la conspiration. Kellogg et Longstreet ont eu chacun le leur : c'est le tour, pour la seconde fois, du juge Durell. Son éloge occupe toute une colonne du *Republican*. Ce journal nous apprend qu'il y a deux ans, le juge a failli donner sa démission. Hélas! Que ne l'a-t-il fait. Le Président eût trouvé difficilement un autre juge disposé à signer ce fameux ordre de mimit et l'usurpation B. Flogg n'eut pas été possible.

La feuille radicale nous annonce que du patron va désigner un comité composé de financiers éminents de l'Etat "pour examiner l'origine, la nature et le montant des dettes de l'Etat de toute espèce, et une de déterminer la validité et la force obligatoire des dites dettes contre l'Etat, par anticipation de toute action à porter devant les cours ou de toute question à prendre par la Législature dans le but de protéger l'intérêt public." Ceci est une nouvelle annonce faite au public, mais le passé nous a appris à nous méfier de ces belles promesses de réformes. Attendons donc les actes. Certains messages de Warmoth étaient pavés de bonnes intentions et qu'en est il résulté?

Le *Herald* s'occupe de la proclamation du Président qu'il attribue au parti de la banque, sans le lui d'y trouver les populations de l'Ouest et du Nord de la Louisiane. "Cela admis, dit-il, et sans attaquer l'honnêteté et la sagesse de celui qui a signé ce document, nous déclarons que c'est une masse complète de fictions — fictions en droit et en fait."

Les Inondations dans le Troisième District.

Nous recevons d'un correspondant, qui habite le Troisième District, une lettre remplie de judicieuses observations sur les causes des inondations qui affligent si fréquemment le Troisième District et sur les moyens d'y remédier. Les opinions de notre estimable correspondant, sur ce sujet, concordent entièrement avec celles que nous n'avons cessé d'exprimer. Nous publions donc très volontiers sa lettre, en appelant l'attention du maire et des administrateurs. Il nous semble que le moment est opportun pour tenter d'obtenir du Corps un vote d'emprunt, qui serait facile et élégant et il nous a paru plein d'intérêt.

CHEMIN DE FER DE LA NLLE-ORLÉANS ET DE MOBILE.—On verra, en se référant à l'annonce de ce chemin, que le train express, à dater de demain, 25 courant, partira de la Nlle-Orléans à 5 heures de l'après-midi, au lieu de 5 h. et quart, et qu'il ne s'arrêtera qu'aux stations régulières.

MARCHANDISES FRANÇAISES A BON MARCHÉ.—Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur l'annonce que M. B. Sembre publie aujourd'hui dans nos colonnes. Il s'agit de la vente de marchandises françaises et d'articles de linge fait, auparavant confectionnés. Parmi ces articles se trouvent des chemises de la fabrique de Carvet et d'autres fabriques les plus estimées. M. Sembre a aussi un assortiment véritablement splendide d'articles de mercerie, de bijouterie et de toilette pour dames, le tout à fort bon marché.

Exposition de Vienne.

OUVERTURE DE L'EXPOSITION.

Vienne, 1er mai, 4 h. 1/2.

La cérémonie de l'inauguration de l'Exposition universelle a été plus effective et moins symbolique que ne l'avaient cru tous ceux qui ont pu, dans ces derniers jours, errer dans l'immense bâtiment du Prater. La veille encore, les jardins présentaient l'aspect d'un désordre inouï, et la Rotonde elle-même, où s'est effectuée la cérémonie, était tellement encombrée de matériaux, qu'on se demandait comment, à l'heure dite, les souverains, les exposants et les invités pourraient trouver place sous l'immense coupole avec tout le décorum que comporte une telle solennité.

Si l'installation générale de l'Exposition de Vienne subit un retard, tellement pénible qu'il va décourager bien des voyageurs, il faut reconnaître que ces quatre cinq derniers jours ont amené un changement qui tient du prodige. De toute façon, la date d'ouverture était irrévocable; les princes présidents honoraires d'un pareil nombre de fêtes officielles et dont la disposition générale était déjà à peu près un aspect définitif.

Le lecteur commence à se blaser sur le récit de ces cérémonial d'ouverture. Nous avons eu l'écrit de ces cérémonial d'ouverture, depuis celui du Pape qui, au point de vue de la représentation et du cachet pittoresque, ne sera pas dépassé. A Vienne, on pouvait s'attendre à un coup d'œil plus caractéristique et à une impression plus forte. Les costumes des populations, les uniformes, le voisinage de l'Orient pouvaient donner un cachet particulier à cette convocation des nations; de ce côté il y a peut-être eu déception.

Pour tard, je m'étendrai à loisir sur l'Exposition elle-même; aujourd'hui, me bornant à rendre le départ du cortège, je jette la hâte ces notes qui vous donneront une idée de la fête d'ouverture.

Dès neuf heures du matin, la foule a assiégé le Prater; l'arrivée de l'empereur était annoncée pour midi juste. Le plan de l'Exposition figure un immense quadrilatère avec une rotonde au centre et un transept qui part des extrémités du diamètre. C'est dans cette rotonde, au fond de la porte dite du Sud, qu'on avait élevé la tribune impériale et disposé les différentes estrades destinées à recevoir les invités, les membres du commissariat, les exposants et le public payant. Cette dernière avait été fixé à 25 florins, soit 62 francs.

Au centre s'élevait une fontaine dont la vasque formait un parterre de fleurs, et sur la tête des vitrines colossales on quelques groupes à sculptures monumentales formaient des points d'accroche pour la verdure, aucune bannière, pas de décoration spéciale; on avait pensé être voulu laisser voir l'architecture du monument in même, qui pour cette partie n'était pas encore susceptible d'être terminé. Cependant, on avait peut